
Information biaisée et démocratie en devenir

Entretien avec

Lahouari Addi

L'armée n'a pas réussi à atteindre ses objectifs et cet échec est d'autant plus important que la violence s'est encore intensifiée. La seule véritable issue à cette crise profonde serait de réunir une Conférence nationale regroupant tous les courants politiques et idéologiques de la société.

— Vu l'état des informations sur ce qui se passe en Algérie, quelle analyse faire de la situation ou quel jugement porter sur la nature des faits? S'agit-il d'une étape nouvelle de l'évolution de la tragédie algérienne?

Parler du conflit algérien est difficile parce que nous manquons d'informations précises. Alors nous nous rabattons sur les signes qu'émet ce conflit pour faire une analyse sémiotique. La lecture interrogative des journaux, les témoignages des personnes, les décisions du Gouvernement, l'analyse de contenu des communiqués officiels, etc., permettent de reconstituer la logique d'ensemble du conflit et d'avoir une idée sur les intentions des acteurs.

Dans cette perspective, le premier signe est l'opacité voulue, entretenue, décrétée par le pouvoir qui a compris que l'information est une ressource capitale dans la lutte menée contre les islamistes. A cet effet, une stratégie de l'information a été élaborée consistant à donner une vue biaisée, déformée du conflit par laquelle les islamistes n'apparaissent pas comme des opposants politiques mais comme des délinquants égorgeant des enfants

Printemps 1998

et violant des femmes. Par ailleurs, l'information est stratégique parce que le régime est dépendant de l'étranger et a besoin de se forger une crédibilité dans les télévisions étrangères, qui plus est captées en Algérie. Elle a été totalement prise en charge pour priver l'opinion publique nationale et internationale d'éléments d'appréciation pour se faire un jugement sur le conflit. Cependant, cette stratégie montre aujourd'hui ses limites du fait que l'information en provenance des canaux officiels a perdu de sa crédibilité.

Depuis quelques jours, nous assistons à une certaine ouverture du champ médiatique algérien, mais le régime est si impopulaire qu'il ne survivrait pas à la transparence totale. L'idée d'une commission d'enquête internationale est farouchement combattue parce qu'elle risque de lever le voile et de montrer des pratiques de violations de droits de l'homme injustifiables dans le cadre d'un Etat qui se dit de droit.

Le deuxième signe est que le conflit évolue dangereusement vers les pires formes de violence alors que l'aile dure de l'armée demeure sur les mêmes positions qu'en janvier 1992. Au-delà des discours, des camouflages, des manipulations, le fait demeure que certains officiers supérieurs ne veulent pas d'une solution politique et refusent d'envisager que l'armée abandonne son rôle de source de pouvoir. Ces officiers n'envisageraient la solution politique que si le FIS et les autres partis reconnaissaient implicitement cette prérogative. Cela signifie que si le FIS acceptait que l'armée continue de désigner le président, les militaires se retourneraient contre les soi-disant démocrates qui les soutiennent et établiraient un régime islamo-militaire.

Cela dit, le principal changement à noter est l'apparition des milices. En acceptant celles-ci, l'armée abandonne le monopole sur les armes auquel elle a tenu jalousement. N'oubliez pas l'une des raisons pour lesquelles elle a opéré le coup d'Etat en juin 1965 contre le président Ahmed Ben Bella: il avait décidé de mettre sur pied des milices pour contrebalancer son influence. Cette même armée accepte aujourd'hui des milices parce qu'elle a échoué dans la neutralisation des maquis islamistes de plus en plus actifs. Cet échec va remettre en cause sa légitimité politique et entamer à terme sa prétention à être source du pouvoir. Si les milices continuent de se multiplier et de se renforcer, elles deviendront une force qui entrera en compétition avec l'armée. Celui qui contrôlera les milices aura forcément à dire son mot sur le choix du président, sur la formation du gouvernement et même sur les lois à promulguer. Le commandement des milices pourrait même se doter de sa propre Sécurité militaire et elles deviendraient redoutables. Pour l'instant on n'en est pas là, mais on y va tout droit.

— *Considérez-vous que l'armée a échoué?*

Dans l'esprit des officiers qui avaient pris la lourde responsabilité d'annuler les élections en janvier 1992, les troubles éventuels n'allaient pas

durer plus de six mois, le temps de neutraliser les islamistes les plus extrémistes et d'intimider le reste de la population par une démonstration de force. L'armée s'était promis de rétablir l'ordre en revenant au modèle de parti unique des années antérieures. Cet objectif n'a pas été atteint. L'échec est d'autant plus important que les maquis se sont étendus et la violence s'est intensifiée. Depuis le début du conflit, les attentats contre des convois militaires, des casernes, des postes de gendarmerie, des mairies et autres bâtiments officiels, sont quotidiens. Nous n'entendons parler que des attentats à Alger et dans sa périphérie parce que, là, il y a quelques correspondants de presse étrangers et des ambassades. Mais dans le reste du pays, l'insécurité est aussi grande en dehors des principaux centres urbains. De ce point de vue, l'armée a échoué. Mais cet échec est dans l'ordre des choses. Une armée de 200 000 hommes ne peut à elle seule assurer la paix civile à un régime impopulaire dans un pays de 30 millions d'habitants. La paix civile ne reviendra que lorsque la population regagnera confiance dans les institutions et les dirigeants. On a confié à l'armée une mission impossible à réaliser et ce dans n'importe quel pays du monde. Rappelez-vous qu'en 1962, l'armée française avec 500 000 hommes et l'appui de l'OTAN n'était pas venue à bout des maquis de l'ALN. Et le pays à l'époque ne comptait que neuf millions d'habitants.

— *Comment s'en sortir?*

Une Conférence nationale regroupant tous les courants politiques et idéologiques de la société est la solution de sortie de crise. Une telle conférence a des chances de réussir aux deux conditions suivantes:

Si tous les participants reconnaissent le rôle d'arbitre au président qui garantira le compromis institutionnel accepté par les partis que des divergences idéologiques opposent.

Si la Sécurité militaire se retire du champ politique et se limite à défendre l'armée en tant qu'institution d'Etat au service de la république et sous le commandement du Président.

— *Qu'advierait-il à l'actuelle Assemblée nationale élue en juin 1997?*

Elle terminerait normalement son mandat. Dans un climat de paix civile et de liberté d'expression, il n'est pas sûr que les députés RND qui forment la majorité resteraient tous RND.

— *Dans votre article publié par Le Monde diplomatique en février 1998, vous hiérarchisez les partis politiques en trois catégories. Accepteront-ils tous de se retrouver à la Conférence nationale?*

Les partis contre la solution politique sont de petits partis sans ancrage populaire et qui collent à la ligne dure des militaires, faisant en outre de la

Printemps 1998

surenchère pour faire entendre parler d'eux. Ils n'ont cependant pas la capacité de bloquer la transition vers la paix, si l'armée acceptait l'idée d'une Conférence de réconciliation nationale.

— *Quelles sont, selon vous, les responsabilités principales sur les actuelles formes de violence? Celles de l'Etat? des islamistes? d'autres...?*

Je pense qu'il faut chercher d'abord vers ceux qui empêchent l'opinion publique de connaître la vérité. Il est possible que des services occultes, dépendant de l'armée ou des milices, soient impliqués dans les massacres de villageois. A quel niveau et dans quelle mesure, je ne peux le dire et seule une commission d'enquête pourrait l'établir. Le refus d'une commission d'enquête est un indice que des services dépendant de l'Etat sont impliqués. Autrement, elle aurait été acceptée par le pouvoir pour mieux isoler les islamistes. Ceci dit, seule la justice peut définir les responsabilités sur les violences actuelles. Or la justice n'a pas les moyens politiques pour mener les investigations et pour inculper. On peut se faire une idée mais il faut des preuves. Une grande partie des Algériens pensent que tous les crimes qui sont contre-productifs pour les islamistes sont l'œuvre soit de milices soit de bandes organisées opérant avec la bienveillance de la police. Un adage circule déjà à Alger: "*Dis-moi qui est tué et je te dirai qui est l'assassin*". Il y a évidemment des actes terroristes commis par des islamistes, mais l'embargo sur l'information se retourne contre les autorités accusées, à tort ou à raison, de tout ce qui se passe. Si le gouvernement veut lever les doutes qui pèsent sur les services ou les milices, il n'a qu'à libérer l'information et laisser les journalistes mener librement leurs enquêtes sur le terrain.

— *Les massacres de villageois, assimilés à des crimes contre l'humanité, s'ils sont imputés à l'armée, rendent-ils impossible la tenue d'une Conférence de réconciliation nationale?*

Je ne crois pas que l'armée institutionnelle soit impliquée dans les massacres de villageois. Un colonel ou un commandant d'unité opérationnelle se rebellerait si ordre lui était donné d'égorger des villageois. Pour ces massacres, il faudrait chercher du côté des nombreux services occultes et des différentes milices. En marge de la Conférence nationale, une Commission formée de parlementaires pourrait mettre la lumière sur cette tragédie et informer l'opinion publique nationale et internationale.

— *Pourquoi écartez-vous la responsabilité des islamistes dans ces massacres?*

Je ne vois pas comment un mouvement ayant basculé dans la clandestinité et ayant besoin du soutien de la population en matière de nourriture, de cachette, de renseignement, etc., pourrait entreprendre des

actions qui l'isoleraient de cette même population. Ce n'est pas parce que les islamistes sont des adversaires politiques qu'il faut croire qu'ils peuvent commettre des actions que n'importe quel individu sensé réprouve.

— *Qu'en est-il de l'idée d'une commission d'enquête internationale?*

La revendication d'une telle commission devrait être le fait de l'opinion publique internationale choquée que des enfants soient égorgés et des civils innocents massacrés à cette échelle. L'Algérie fait partie de l'humanité et ses acteurs politiques ne sont pas au-dessus de la morale internationale. L'autorité légale en Algérie devrait identifier et arrêter les criminels soit pour les traduire devant une juridiction nationale soit pour les livrer à un tribunal international. La Commission d'enquête internationale est un problème entre l'opinion publique internationale et le Gouvernement algérien qui doit satisfaire cette revendication. Il est de son devoir de punir des crimes commis sur le sol dont il a formellement le contrôle, crimes imprescriptibles dans le temps. Il ne peut se dérober car la respectabilité de l'Algérie est en jeu. Mais pour les Algériens, la finalité n'est pas la commission d'enquête internationale, c'est plutôt la paix et la reprise du processus démocratique. Il est important de garder en vue l'ordre des priorités. Vous m'avez posé la question de savoir si la commission d'enquête ne serait pas un facteur de blocage de la Conférence nationale. Je dis non parce que la tenue d'une telle Conférence ne dépend que de l'accord de l'armée et celle-ci n'est pas impliquée dans les massacres, l'armée institutionnelle j'entends.

— *Concernant l'islamisme, décelez-vous une évolution, des différenciations significatives? Et dans le pouvoir en place?*

Nous n'avons pas d'informations sur les islamistes puisque leurs chefs politiques ne sont pas autorisés à parler. Les parlementaires européens en visite à Alger en février 1998 n'ont pas pu leur rendre visite comme l'a souhaité le député vert Daniel Cohn-Bendit. En revanche, dans les rares communiqués qu'ils diffusent, ils apparaissent moins guerriers, moins belliqueux que durant les premières années du conflit. Est-ce là une évolution politico-idéologique ou seulement un changement tactique? Nous n'en savons rien. Il n'est pas exclu qu'à travers la répression féroce qu'ils ont subie, ils aient gagné en maturité politique, se rendant compte de l'importance de la notion des droits de l'homme, eux qui, avant le conflit, la rejetaient comme étant une idéologie importée de l'Occident.

Quant au pouvoir, il a évolué lui aussi, puisqu'il s'est divisé sur la stratégie de sortie de crise. J'ai parlé plus haut de l'échec politique de l'armée à assurer la paix civile, et c'est cet échec qui a poussé la présidence à vouloir négocier l'intégration du FIS dans les institutions, moyennant le

Printemps 1998

départ à la retraite des généraux les plus en vue. Ces derniers, regroupés derrière l'état-major, refusent toute idée de négociation et exigent une reddition pure et simple des islamistes. Il y a donc désormais un conflit dans le conflit dont l'issue sera cruciale.

Mais même là, il faut être confiant dans l'avenir. Ce conflit a fait gagner en maturité les islamistes mais aussi les militaires pour qui la politique était assimilée à la force. Je suis convaincu qu'en privé les généraux regrettent d'avoir annulé les élections de décembre 1991. Ils ne s'attendaient pas à cette évolution des événements. Mais quelle formation ont eue les officiers supérieurs? Ont-ils eu à Cherchell des cours de sociologie politique, d'histoire, d'économie? Le général algérien croit qu'une société se gère par la force; il croit que la paix civile en France, aux USA, en Grande-Bretagne... provient de la crainte qu'ont les populations de ces pays pour leurs armées respectives. Le général algérien ne sait pas que la paix civile est en relation avec la légitimité politique. La paix civile des trois décennies qui a suivi l'indépendance a été assurée par la légitimité historique issue de la guerre de libération. Une fois cette légitimité dépassée du fait du renouvellement des générations, le régime est contesté et il n'y a pas d'autre issue que la légitimité électorale.

— *Cette grille de lecture de la crise algérienne comme passage de la légitimité historique à la légitimité électorale est intéressante. Mais ne pensez-vous pas que la légitimité historique est plutôt contestée par la légitimité religieuse? Autrement dit, l'islamisme peut-il mettre en œuvre la légitimité électorale. Où en est votre réflexion sur la "régression féconde"?*

Le FIS est un mouvement politique à discours religieux et il n'est porteur d'aucune légitimité religieuse. Les cadres du FIS n'appartiennent à aucune autorité religieuse reconnue comme telle, à la différence du clergé chi'ite en Iran. En Algérie, ce n'est donc pas un conflit entre trois légitimités, c'est un conflit entre deux légitimités, la légitimité historique et la légitimité électorale. La question qui se pose est de savoir si le FIS, arrivé au pouvoir, n'abolirait pas les élections. La réponse dépend d'abord de la manière par laquelle il arriverait au pouvoir. S'il y accédait par les élections, il lui serait difficile d'abolir le processus électoral, à moins de se discréditer auprès d'une grande partie de ses propres électeurs; s'il y accédait par la force, je ne vois pas pourquoi il établirait le processus électoral. Quand on conquiert le pouvoir par la force, on a tendance à le garder, et ceci est valable pour tous les courants politiques. Les acteurs obéissent plus au processus qui leur a donné naissance et qui a accompagné leur développement qu'au discours qu'ils produisent. Les discours ne sont que des habillages de rapports de forces.

L'essentiel à dire est que le FIS n'est pas un mouvement totalitaire, c'est un parti populiste autoritaire comme le FLN des années 50. D'autre part, il

est autoritaire non pas parce qu'il se réfère à l'islam, mais plutôt parce qu'il est populiste. Pour répondre à votre question, le FIS est antidémocratique parce qu'il est populiste et parce qu'il se considère comme le seul parti légitime du peuple tout entier. Le tournant a été cependant la plate-forme de Rome où le FIS a reconnu explicitement l'existence d'autres partis et s'est engagé à respecter l'alternance électorale. Si la signature apposée au contrat de Rome n'est pas une ruse de guerre, alors je dirai que le FIS est un parti compatible avec le processus électoral. La démocratie est une œuvre de longue haleine s'étalant sur plusieurs générations. L'essentiel est d'en amorcer le processus par des élections quel que soit le contenu idéologique des partis. A ce niveau, la démocratie électorale dépend de la compétition à laquelle se livrent les partis pour diriger l'Etat à l'issue de la sanction des urnes. Ce qui est important, c'est donc de garantir la compétition et de s'assurer que l'alternance électorale sera effective.

Quant au contenu idéologique des différents partis, il évolue car l'Algérie est un pays jeune dans l'histoire de ses institutions souveraines. C'est une société qui ne s'est pas remise du traumatisme causé par la colonisation et qui n'a pas fini d'idéaliser son passé. Les représentations sociales sont en train de se séculariser à leur propre rythme. Par ailleurs, il n'y a pas une seule voie, la voie occidentale en l'occurrence, pour mettre en œuvre la démocratie. Encore que cette notion serait à définir pour chaque situation nationale. La démocratie pour l'Algérie, signifie l'égalité de tous les citoyens hommes et femmes, la liberté d'expression, l'alternance électorale et l'autonomie de la justice. Il n'y a rien dans l'islam qui contrevienne à ces principes. De mon point de vue, l'Algérie pourrait être démocratique y compris avec la légalisation du FIS. Ce que j'ai appelé en 1992 la "régression féconde", c'est le processus par lequel l'utopie islamiste dépérirait au contact de l'exercice du pouvoir. L'histoire est pédagogie et les Algériens apprendront par eux-mêmes que politique et religion doivent être séparées. L'idéal est que cet apprentissage ne se fasse pas dans le sang, et c'est pourquoi les élections sont le meilleur moyen de régler les différends politiques à condition que tout le monde respecte le résultat des urnes.

— *Certains vous répondraient qu'en matière d'égalité homme-femme en islam, il y a problème.*

Je parle de l'égalité politique homme-femme qui permet aux femmes de voter au même titre que les hommes. Sur le plan juridique, il y a beaucoup à faire, notamment l'abrogation du Code de la famille promulgué sous la présidence Chadli. Sur le plan social, l'inégalité est très grande. Mais cette inégalité, certes à une moindre échelle, continue d'exister aussi dans les pays démocratiques, ce qui veut dire que le combat pour l'égalité est un combat de longue haleine et ne concerne pas uniquement les femmes, il concerne aussi les hommes. Une société qui légalise l'infériorité de la

femme ne peut être une société d'hommes libres car un homme dont la mère est un être inférieur ne peut être un homme émancipé. La situation de la femme ne dépendra cependant pas de la couleur politique du parti au pouvoir; elle dépendra de sa capacité à s'imposer et à refuser le statut humiliant d'être inférieur. Même si le FIS accédait au pouvoir, il ne ferait pas peur aux femmes du fait que les aspirations à la modernité sont trop profondes pour les exclure de l'espace public. Au niveau du principe, en Algérie, il est désormais admis - et ceci est un acquis de la guerre de libération nationale - que la femme a sa place dans l'espace public, c'est-à-dire à l'école, au travail, dans les administrations, etc. L'échec du FLN est de ne pas avoir été capable de traduire dans les faits cet acquis désormais gravé dans les représentations collectives. Et ni le FIS ni un autre courant ne pourrait interdire à la femme d'avoir accès à l'école, au travail, aux lieux publics (administration, hôpital, marché...). Ceci dit, le pouvoir instrumentalise la question de la femme en diabolisant les islamistes et en se donnant une image de défenseur de la cause des femmes. Il n'a cependant toujours pas aboli le Code de la famille qui légalise l'infériorité juridique de la femme.

— *Quel est le poids du facteur international et que peut faire la France pour aider l'Algérie?*

Le facteur international est déterminant dans les conflits locaux parce que, premièrement, désormais la planète est un village. Il y a un maillage du globe par les médias tel qu'une décision prise à Washington ou à Paris a des répercussions immédiates à Alger ou Djakarta. Deuxièmement, les régimes du tiers monde, frappés de déficit de légitimité, sont tout le temps en train de courtiser les opinions occidentales pour dire à leurs peuples qu'ils ont une bonne image à l'extérieur. Enfin, les pays du tiers monde sont financièrement vulnérables et ont toujours besoin de financer leurs dettes et leurs importations. Les pays occidentaux ont des moyens de pression considérables pour aider à la démocratisation des régimes du tiers monde. Mais ils ne les utilisent pas parce qu'ils se concurrencent pour défendre leurs intérêts économiques individuels. D'autre part, à chaque fois que les pays occidentaux menacent l'Algérie de pressions pour violations de droits de l'homme, le gouvernement algérien fait des gesticulations et rappelle à la France son passé colonial. C'est une technique qui a jusqu'à présent marché mais il faut dire que la France a bien voulu marcher. La visite en février dernier des parlementaires européens à Alger a été irréaliste par la peur qu'elle inspire le régime algérien à l'Europe. Même l'Union Soviétique du temps de Brejnev n'a pas fait autant peur à l'Europe.

Quant à votre question sur la France, je pense que les Français pourraient aider l'Algérie lorsqu'ils chercheront à comprendre ce qui s'y passe. Il y a une schématisation et une simplification affligeantes du conflit

algérien. Les médias en France sont largement ouverts aux Algériens qui confortent les représentations dominantes et les peurs collectives qu'inspirent le musulman et l'arabe chez l'homme de la rue. Les hebdomadaires comme *Le Nouvel Observateur*, *Marianne*, *l'Express*, etc., n'ouvrent jamais leurs colonnes aux démocrates algériens avec qui ils ne sont pas d'accord. Si un Algérien a un discours sur l'islam qui conforte les fantasmes, on en fait une célébrité. Mais s'il dit que l'Algérie est une société humaine comme les autres, que l'islam n'est pas fondamentalement différent de la tradition judéo-chrétienne dont il s'est largement inspiré et que l'Algérie est confrontée à des problèmes politiques nés de ce que la majorité des Algériens ont une soif ardente de la légalité et de l'Etat de droit, il choquerait, il offusquerait le lecteur du *Nouvel Observateur*. Mais les hebdomadaires cherchent à vendre et ils publient ce que leurs lectorats veulent lire.

Quant aux autorités françaises qui ont en charge le dossier algérien, je leur suggère de prendre du recul par rapport à la presse algérienne francophone. Cette presse, dont la base sociale est constituée par les couches périphériques de l'Etat, ne reflète pas l'opinion majoritaire et est en décalage par rapport à sa société. En la feuilletant, nous n'avons pas le réel rapport des forces politiques entre les différentes composantes idéologiques de la société algérienne. En feuilletant *El-Watan*, *Liberté*, *Le Matin*..., le lecteur aura l'impression que le courant islamiste est un fait politique et culturel minoritaire en Algérie, ce qui est évidemment faux. La lecture de ces journaux est indispensable pour connaître les activités ministérielles; elle permet aussi de connaître l'opinion individuelle de fonctionnaires anonymes s'arrogeant le droit de parler au nom de la "société civile", mais elle n'aide en rien à prendre le pouls de la société en dehors des couches périphériques de l'Etat.

— *Un dernier mot?*

Les sociétés du tiers monde sont en train de vivre des mutations profondes qui entraînent des conflits violents. Il appartient à la communauté internationale de se mobiliser pour refuser les dérives telles que les massacres de populations civiles non impliquées directement dans les conflits. Il ne s'agit pas d'empêcher les conflits, c'est impossible; il s'agit plutôt de tracer une ligne rouge à ne pas dépasser sous peine de procédures pénales internationales.

Entretien conduit par
Bernard Ravenel

Printemps 1998

Lahouari Addi, sociologue, est l'auteur de *L'Algérie et la démocratie*, La Découverte, 1995.